

EUROPE DE L'EST : COMMENT VIVRE EN PAIX AUX PORTES DE LA GUERRE ?

Vendredi 27 septembre, 14h-15h30, Salle plénière



Arnoldas Pranckevicius, Mihaela Antoche, Émilie Aubry et Anna Kowalska

S'il y a bien une émission télévisuelle qui s'évertue depuis 34 ans à disséquer l'actualité géopolitique avec ingéniosité, c'est le Dessous des Cartes. Diffusée sur Arte, elle est présentée toutes les semaines par Émilie Aubry qui, sur la scène de la salle plénière, introduit ce débat en faisant l'éloge des lycéens présents ayant choisi l'option Histoire-Géographie, Géopolitique et Sciences politiques (HGGSP) au baccalauréat : « Je vous félicite d'avoir cette curiosité pour le vaste monde. Ça veut dire aussi que vous refusez d'une certaine manière le repli sur l'échelon national. Quand on travaille avec des géographes, ils disent qu'on n'est jamais aussi pertinent que quand on change d'échelle. »

ANIMATION

Émilie Aubry, Rédactrice en chef et présentatrice, Le Dessous des cartes (Arte)

INTERVENANTS

Mihaela Antoche, Journaliste pour la Televiziunea Romana

Anna Kowalska, Journaliste à Telewizja Polska

Arnoldas Pranckevicius, Ambassadeur de la République de Lituanie en France

C'est justement sur ce principe qu'un épisode de l'émission intitulé « Europe un penchant vers l'Est » est projeté. Il propose une immersion sur l'un des postes frontières entre la Pologne et l'Ukraine en novembre 2023, alors qu'un blocage est organisé par les routiers polonais pour empêcher leurs homologues ukrainiens de pénétrer sur le territoire de l'Union européenne sans permis particulier comme les a autorisé Bruxelles. Une concurrence qu'ils jugent déloyale et qui démontre le nœud dans lequel l'Europe de l'Est se trouve actuellement, entre désir d'appartenance à l'Europe et appartenance historique à l'ancien bloc soviétique revendiquée par le Kremlin. Anna Kowalska, journaliste pour la télévision publique polonaise, connaît bien cette problématique. Son pays, qui vit avec la peur du « projet poutinien » comme l'indique Émilie Aubry, a depuis longtemps tenté d'alerter l'Union européenne sur les intentions du Kremlin. « On voyait des chefs d'État, notamment de la France, qui essayaient, à juste titre probablement, d'eupéaniser la Russie, mais on ne pensait pas que c'était la direction dans laquelle il fallait aller,

parce qu'on avait justement cette expérience de l'histoire » précise-t-elle. Pour preuve, les dépenses militaires de la Pologne, chiffrées à 2,4 % du PIB en 2022, vont passer à 4,7 % en 2025, un record au sein des pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) qui en fait la plus grande armée d'Europe. Une menace russe qu'elle juge réaliste : « Il y a vraiment des roquettes russes qui tombent en Pologne. Il y a eu des morts ». La Pologne a d'ailleurs accueilli plus d'un million de réfugiés ukrainiens, avec un impact économique qui porte l'inflation à presque 20 %, dû à l'augmentation du coût de l'énergie.

« En cas de victoire du Kremlin, que restera-t-il du droit international ? »

Arnoldas Pranckevicius

Face à ces menaces, est-il encore possible de vivre sans la possibilité de la guerre, notamment en Roumanie ? Selon la journaliste roumaine Mihaela Antoche, c'est une question d'habitude, son pays ayant régulièrement affronté la guerre à ses frontières dans l'histoire récente. La Roumanie, seul pays francophone de l'Europe de l'Est, a aussi été contraint de renforcer ses capacités de défense, tout en affirmant son soutien indéfectible à l'Ukraine. Mais la crise économique qui frappe son pays comme l'ensemble des pays européens a peut-être favorisé une lassitude vis-à-vis de la situation. « Comme en France et en Pologne, chez nous aussi il y a cette fatigue de la guerre. Il n'y a qu'une solution, c'est la paix. Mais comment peut-on l'obtenir s'il n'y a pas de négociations ? » interroge-t-elle.



Arnoldas Pranckevicius, ambassadeur de Lituanie en France, ex-conseiller diplomatique de l'homme politique allemand et président du Parlement européen de 2012 à 2017 Martin Schulz, est assez pessimiste sur la question. Selon lui, « on ne peut pas faire confiance à Vladimir Poutine » déjà à l'origine de nombreux conflits en Europe de l'Est. « Au début de la guerre, il y a 3 ans, beaucoup nous ont dit : vous aviez raison. » La Lituanie reçoit régulièrement des menaces du Kremlin. La dernière en date, d'ordre nucléaire, fait naître des craintes tangibles, sans compter les cyber-attaques qui se multiplient alors que le pays a accueilli de nombreux dissidents russes dont des proches d'Alexei Navalny. L'une des premières réponses évidentes a été, là aussi, l'augmentation du budget alloué à la défense, désormais à 3 % du PIB lituanien.

Qui veut la paix prépare la guerre, dit le dicton. C'est un peu l'avis d'Arnoldas Pranckevicius, favorable à ce que les alliés occidentaux autorisent l'Ukraine à utiliser des missiles longue portée pour frapper le sol russe. L'Occident serait-il trop préoccupé de savoir ce qu'il se passe dans la tête de Vladimir Pou-



Arnoldas Pranckevicius et Mihaela Antoche

tine plutôt qu'aider plus concrètement les Ukrainiens à remporter la guerre ? « Cette décision aurait dû être prise depuis longtemps, estime-t-il. Volodymyr Zelensky a vraiment besoin de ça pour

« Tous les dictateurs de ce monde regardent ce qui se passe parce que c'est vraiment le test. Si l'Ukraine perd, le monde occidental perdra sa place dans le monde »

Arnoldas Pranckevicius

détruire tous les stocks de munitions en Russie. Chaque jour, sans cette autorisation, on contribue à la possibilité pour la Russie de frapper l'Ukraine et toutes les cibles civiles. Une autre manière d'aider les Ukrainiens au maintien de leur souveraineté serait une adhésion à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN),

comme pour les trois pays Baltes en 2004 (Lituanie, Estonie, Lettonie), ce qui a grandement favorisé leur protection vis-à-vis de la Russie. Sur ces questions, les dirigeants européens se montrent très divisés. Si



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

certaines seraient favorables à l'envoi de soldats sur le sol ukrainien, d'autres sont plus réticents. Car qui peut prédire les conséquences que de telles décisions pourraient avoir ? D'autant plus que l'hiver frappe déjà, et que l'Ukraine a perdu 80 % de ses infrastructures énergétiques.

À cette inquiétude s'est ajoutée celle du conflit israélo-palestinien, où l'État d'Israël vient d'obtenir une aide de 8,7 milliards de dollars pour continuer sa guerre, reléguant la cause ukrainienne au second plan. Mais ces conflits ne sont pas à mettre en opposition. « Tout est lié » précise Arnoldas Pranckevicius, qui rappelle le rôle de l'Iran en faveur de la Russie et du Hamas, alors même que l'État d'Israël se croyait très proche de la Russie. Cela devrait ainsi éclaircir les choses et rendre plus lisible les intérêts de chacun. L'issue du conflit russo-ukrainien aura des conséquences énormes sur la géopolitique mondiale. Car en cas de victoire du Kremlin, que restera-t-il du droit international, qui se sera montré bafoué maintes fois ? « Tous les dictateurs de ce monde regardent ce qui se passe parce que c'est vraiment le test. Si l'Ukraine perd, le monde occidental perdra sa place dans le monde. »

À l'est, malgré ces menaces, on continue à vivre. La Lituanie, la Roumanie et la Pologne font preuve d'une résilience et d'un dynamisme à tout épreuve. Cette dernière, avec 38 millions d'habitants, s'est hissée à la 6^e place de l'économie européenne et pourrait, selon Anna Kowalska, devenir « plus riche que les Italiens et les Britanniques » d'ici 5 ans. La Roumanie, qui attire toujours autant d'étudiants, jouit aussi de son positionnement stratégique sur la mer Noire pour les échanges commerciaux. Cette quête de progrès envers et contre tout ne serait-elle pas, au fond, la réponse à cette question « comment vivre en paix aux portes de la guerre ? », comme une marche forcée pour construire un avenir optimiste ?